



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LOI AUBRY, CHÔMAGE, LICENCIEMENTS, EFFECTIFS, SALAIRES...

Les raisons de la colère sont partout les mêmes C'est ensemble qu'il faut se battre

Le premier ministre L. Jospin, venu faire la pub du capital français au Japon, vient d'y annoncer fièrement que l'année 1999 a été en France celle qui aurait connu le plus faible nombre de jours de grèves depuis 50 ans !

Pourtant, en cette fin d'année, les syndicats semblent avoir décidé de contredire Jospin car il y a bien longtemps qu'on ne les a pas vus s'agiter comme ils le font aujourd'hui. Et les grèves syndicales qui se multiplient sont largement relayées par les médias qui prédisent régulièrement un "Noël chaud" ou une "entrée dans le 2e millénaire agitée". Après les séries de grèves dans les transports publics, l'audiovisuel, le secteur bancaire ou l'automobile en novembre, ce sont, entre autres, les associations de chômeurs et les hôpitaux qui ont pris le relais ce mois-ci dans l'occupation médiatique du terrain social, sans parler d'autres mouve-

ments encore plus spécifiques et corporatistes, comme dans la compagnie aérienne corse ou encore celui des employés des compagnies pétrolières chargés du ravitaillement des avions. De plus, à la veille de Noël, c'est carrément un peu partout que les syndicats se mettent à "mobiliser" activement, dans les hôpitaux, mais aussi à La Poste ou chez les fonctionnaires des impôts et toujours sur des revendications particulièrement catégorielles. Le tout renvoie l'image générale d'une grande agitation sociale tous azimuts et dans tous les sens, sans cohérence d'ensemble, sinon celle de l'affirmation des corporatismes.

Pourquoi cette agitation ? Et surtout pourquoi les médias en font-ils une telle publicité ? Il est patent qu'un mécontentement s'accumule dans la classe ouvrière et qu'il y a déjà pas mal de temps que celui-ci commence à s'exprimer par des mouvements de grèves

minoritaires et isolées dont les médias ne parlaient jamais jusqu'à présent. Cela est vrai notamment dans les hôpitaux ou à La Poste, où cela fait plusieurs mois que ces secteurs connaissent des débrayages sporadiques ou des mouvements de grèves très isolés, qui restent chacun dans leur coin.

Alors, est-ce que les syndicats auraient tout à coup décidé de "faire monter tout cela en puissance", comme ils disent ? Et si c'est le cas, est-ce que réellement la classe ouvrière peut y gagner une plus grande force et unité pour se battre contre les attaques capitalistes qui s'abattent sur elle ?

Tout d'abord, il est évident que dès lors que le mécontentement monte, les syndicats, dont c'est justement le rôle de maintenir les luttes ouvrières dans un cadre "acceptable" et "gérable" par la logique de l'exploitation capitaliste, sont bien obligés de faire de temps en temps un "lâcher de vapeur". A la fois

pour éviter de laisser mijoter trop longtemps une situation qui finirait par éclater de manière plus difficile à contrôler et en même temps pour maintenir leur crédibilité auprès des prolétaires combattifs. Alors, lâcher un peu de vapeur, à la veille de Noël, quand on est sûr de n'être suivis que faiblement et d'épuiser les ouvriers les plus combattifs dans des mouvements isolés, ne peut pas faire beaucoup de mal... au capital. Et c'est effectivement ce qui se passe aujourd'hui.

Ne pas se tromper d'ennemi, ni d'objectif

Mais toute cette agitation médiatico-syndicale ne sert pas seulement à épuiser d'avance la combativité dans des actions tellement catégorielles et minoritaires qu'elles n'ont aucune chance de créer un réel rapport de forces contre le capital. C'est dans le contenu même qui

est donné à ces mouvements que se trouve plus encore le piège. Profitant du manque de confiance en elle qui pèse encore lourdement sur la classe ouvrière, les syndicats se posent aujourd'hui comme seule possibilité de "faire quelque chose" et -surtout- de donner une direction, un sens et une perspective au mécontentement. Et, bien sûr, le "sens" qu'ils lui donnent consiste à chaque fois à détourner la classe ouvrière de son véritable terrain de classe.

Il en est ainsi par exemple dans tous les secteurs où les ouvriers sont en butte à l'application de la loi Aubry sur les "35 heures". Partout cette loi implique baisse des salaires, aggravation des conditions de travail, annualisation et flexibilité. Jamais peut-être une loi gouvernementale n'a été autant une attaque frontale contre tous les secteurs de la classe ouvrière, dans le privé comme dans les entreprises publiques.

(SUITE PAGE 5)

MENSONGES AUTOUR DU SOMMET DE L'OMC A SEATTLE

On ne peut pas réformer le capitalisme, il faut le détruire

Les médias ont présenté l'échec de la conférence de Seattle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) comme un succès des plus faibles sur les plus puissants, obtenu grâce à la pression des organisations non gouvernementales sur les Etats, à la résistance des pays pauvres sur les pays riches ou de certains Etats au pouvoir des trusts. Cet échec serait surtout le résultat d'une mobilisation de la société civile contre tout à la fois le capitalisme sauvage, la mondialisation, le libéralisme économique, la technocratie, le monopole du pouvoir économique des multinationales et la toute-puissance des Etats-Unis. Bref, ce serait une grande victoire de la démocratie.

Derrière cette nouvelle campagne démocratique...

Pendant une semaine, dans le monde entier, les médias ont focalisé l'attention sur cet événement. Les manifestants anti-OMC, bon enfants, ont investi pacifiquement la ville et ont assuré le spectacle dans la rue. Une efficace campagne publicitaire est montée autour du leader de la Confédération paysanne, José Bové, promu au vedettariat international, version branchée d'un "Super-Dupont" moderne plus vrai

qu'en BD pour incarner le petit producteur franchouillard allant traquer la "mal bouffe". Après son débarquement "aux States" comme commis-voyageur du capital national avec des caisses bourrées de fromage, il est complaisamment filmé en train d'écumer les coins de tous les MacDo de Seattle pour assurer "à l'américaine" la promotion du roquefort français.

Mais l'image-choc, c'est le rassemblement de plus de 40 000 contestataires de tout poil venus d'un peu partout (producteurs agricoles, députés, étudiants, intellectuels, écolos, pacifistes, syndicalistes censés représenter l'implication du "monde ouvrier", les porte-parole des mouvements associatifs ou citoyens, ...) qui s'est fait sauvagement charger par la police fédérale, tandis que le maire de la ville décrétait le couvre-feu. On apprenait pourtant que les manifestants "ont réussi" à retarder de 5 heures le début du sommet de Seattle. A partir de là, tout se serait déréglé et trois jours plus tard, la conférence n'était même pas capable de produire une déclaration commune des participants.

On voudrait nous faire croire que c'est ce ramassis de camelots et de bateleurs, présentés comme l'avant-garde de la contestation sociale, qui a fait reculer

les grands de ce monde. C'est le triomphe de la mobilisation pour la défense de la démocratie, ont proclamé les médias. Toute cette mise en scène à grand spectacle n'aura servi qu'à susciter l'illusion qu'une mobilisation sur un terrain démocratique et interclassiste peut permettre de limiter ou de corriger les abus du capitalisme. En réalité, il s'agit pour la classe dominante de projeter un rideau de fumée idéologique pour déboussoler et embrouiller les consciences sur les enjeux de la situation. Cette gigantesque campagne antiouvrière orchestrée à l'échelle internationale visait à faire croire qu'il n'existe pas d'autre lutte anticapitaliste possible aujourd'hui que de se mobiliser en tant que "citoyens du monde" pour faire respecter les droits démocratiques et pour empêcher les excès et les "dérives ultra-libérales" de cette société.

Derrière cela, on voudrait aussi nous faire croire à la possibilité d'un capitalisme présentable, d'un capitalisme à visage humain. La réalité est exactement à l'opposé de tout ce battage ! Ce qu'on cherche à nous masquer, c'est que l'échec de Seattle n'est nullement dû à une quelconque pression extérieure pour réformer le capitalisme mais qu'il renvoie à la nature même des rapports de

concurrency capitalistes, rendant impossible le moindre accord général entre les différents protagonistes.

... la défense du capital national

Le seul réel projet affiché par les participants de l'OMC, c'était de se donner un minimum de règles du jeu dans la guerre commerciale à outrance que se livrent tous les Etats entre eux ainsi que tous les autres concurrents

capitalistes. Cette tentative de régulation du marché mondial était conçue comme devant servir d'instrument de lutte contre les tentations de repli protectionniste des gouvernements nationaux et pour doper, redynamiser les échanges économiques en stimulant le libéralisme et les accords de compromis entre Etats, face à l'essoufflement de la croissance, qui n'est qu'une des manifestations de la tendance à la saturation du marché

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

Maghreb : la mystification du "renouveau démocratique"	p. 2
Serbie : derrière le "complot" contre Milosevic, le cynisme et les crimes de l'Etat français	p. 2
Tchéchénie	
La bourgeoisie occidentale est complice des massacres	p. 3
En Russie, une voix internationaliste contre la guerre	p. 3
"Embellie économique" ?	
La seule croissance, c'est celle de la misère	p. 4
Les 35 heures "à la française" :	
un modèle pour toute la bourgeoisie	p. 5
Courrier de lecteur :	
A propos de la nature de classe du trotskisme (3)	p. 6
Les Amis de Durruti :	
Leçons d'une rupture incomplète avec l'anarchisme	p. 8

MAGHREB

La mystification du "renouveau démocratique"

Que ce soit avec le référendum sur la "concorde civile" (1) de Bouteflika (16 septembre), la réélection triomphale de Ben Ali (24 octobre) ou les premiers pas de Mohammed VI, nouveau despote "éclairé" du Maroc, la bourgeoisie ne manque pas une occasion d'exalter lourdement les vertus de la renaissance démocratique au Maghreb. Si des critiques se font entendre, c'est pour regretter la lenteur du processus. Pour le prolétariat, que ce soit en Algérie, au Maroc, en Tunisie ou en France, il doit être clair que cette mystification démocratique, comme partout, vise à dissimuler la réalité de la dictature bourgeoise et à enchaîner les ouvriers derrière une union nationale censée assurer prospérité et paix. C'est tout le contraire qui s'annonce : décomposition de la société et aggravation des rivalités impérialistes.

Honneur aux anciens : le président tunisien Ben Ali connaît bien la démocratie. Il vient d'entamer son troisième mandat en recueillant 99,44% des suffrages exprimés. Cette élection, "nou-

velle étape du processus démocratique que la Tunisie a choisi de conduire" s'est déroulée dans la "liberté la plus totale". C'est Philippe Séguin, fin connaisseur, qui apprécie ainsi le résultat de son collègue. Dans une société qui survit par la corruption, le flicage permanent et la répression, où l'Etat est dirigé par un clan familial, le jeu démocratique à l'occidentale ne peut être qu'une création artificielle : 20% des sièges au parlement sont réservés à l'opposition quel que soit son score électoral ! En Tunisie et plus encore en Algérie, l'armée est la seule fraction de la bourgeoisie qui puisse assurer le minimum de cohésion et d'ordre dans une société minée par la crise et la décomposition. Quand dans les pays occidentaux la bourgeoisie bourre les crânes, les bourgeoisies tunisienne et algérienne bourrent les urnes.

L'armée algérienne, divisée en clans entre régions militaires, gendarmerie, Sécurité Militaire, etc. a toujours été au centre du pouvoir algérien, et ce depuis la victoire de l'ALN (Armée de Libéra-

tion Nationale), débarquant Ben Bella pour Boumediène en 1965, liquidant Boudiaf pour Zéroual en 1992, évinçant celui-ci, soupçonné de jouer une carte trop personnelle en cherchant à négocier avec les islamistes et en se rapprochant un peu trop des Etats-Unis, pour imposer finalement Abdelaziz Bouteflika, figure historique de l'ère Boumediène et pro-français. Le fait que, six mois après son "élection", Bouteflika n'ait toujours pas réussi à former un gouvernement, est le signe tangible que subsistent d'importantes tensions entre fractions militaires, et, entre celles-ci et Bouteflika, aujourd'hui à la tête du clan de l'administration (dont l'importance tient, entre autres, au fait qu'il distribue la rente pétrolière). Ces tensions portent toujours sur la politique vis-à-vis des islamistes (entre "dialoguistes" et "éradicateurs") et le positionnement impérialiste. Dans cette situation particulière où il préside sans gouverner, Bouteflika cherche à affirmer son autorité un peu à la manière du Gorbatchev de la Glasnost, annonçant des réformes pour s'attaquer

à la corruption au sein de l'appareil d'Etat... sans toucher à l'armée. Le jeu est tout aussi risqué et l'issue a toutes les chances d'être la même : une aggravation du chaos. Le bénéfice de son plébiscite sur la "concorde civile" n'a pas fait long feu : la reddition des groupes armés s'annonce comme totalement dérisoire et le rythme des assassinats ne faiblit pas (plus de 500 depuis l'été). L'exécution du n°3 du FIS, Abdelkader Hachani, le 22 novembre dernier, quel qu'en soit l'auteur (ce pourrait aussi bien être les GIA que la tendance "éradicatrice" des services de sécurité, coutumières du fait) signifie la mort de la "concorde civile". Abassi Madani, leader pourtant modéré du FIS et soutien de Bouteflika depuis juin dernier s'est désolidarisé publiquement du gouvernement, ce qui ne peut que relancer une guerre civile qui a déjà fait 100 000 morts. Oubliée, "cette chance historique que représente la présence d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie, avec cette légitimité, cette force qu'a donnée notamment le référendum sur la concorde nationale" dont parlait

Jospin (2). Le prolétariat ne peut fonder aucun espoir sur la possibilité qu'aurait la bourgeoisie de surmonter sa propre décomposition. Elle ne peut que s'aggraver.

Si le Maroc ne bénéficie pas toujours de la part de la France des mêmes éloges flatteurs que l'Algérie de Bouteflika, c'est que son alignement impérialiste est plutôt pro-américain, notamment en ce qui concerne les questions du Moyen-Orient, où l'Etat chérifien joue régulièrement le rôle de "monsieur bons offices" pour le compte des Etats-Unis. Ce qui n'empêche pas la France de faire sa cour au nouveau roi, surtout si cela permet d'alimenter le concert démocratique, crédibilisé par le retour de la famille Ben Barka (3) ou d'ex-opposants comme Abraham Serfaty qui déclare : "avec ce nouveau roi, le Maroc débouche sur une démocratie et la modernité" et dont le principal souci est de "trouver un pied-à-terre entre Rabat et Casablanca" (4). Exit donc Hassan II et son inamovible tortionnaire de l'intérieur, Driss Basri (5) ! Le tandem Mohammed VI - Youssoufi (6) doit faire entrer le Maroc dans la modernité, c'est promis. Il faudrait d'abord sortir de la misère : bidonvilles, chômage et pauvreté endémiques. Et cela, ce n'est pas la nouvelle clique qui se met en place qui y changera quoi que ce soit ! Les premiers discours qui annoncent la fin de la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur et proposent aux chômeurs de "retrouver confiance en eux-mêmes et à faire preuve d'esprit d'initiative et de créativité" donnent le ton.

Que ce soit au Maroc derrière Mohammed VI ou en Algérie derrière Bouteflika, les ouvriers sont invités à resserrer les rangs derrière leur bourgeoisie au nom de l'unité ou de la réconciliation nationale. La mystification démocratique s'accompagne alors d'un nationalisme d'autant plus dangereux que les tensions impérialistes se ravivent entre les deux pays, qui n'ont jamais résolu leurs problèmes de frontières. Le 14 août dernier, 36 personnes ont été massacrées à Beni Ounif, dans la région de Béchar. C'est une zone "sensible" (hydrocarbures, installations militaires) proche de la frontière, quadrillée par les forces de sécurité. Pourtant le commando islamiste a disparu sans laisser de traces. Peu après, une dépêche de l'AFP de Rabat annonçait que les membres du groupe "ont été arrêtés au Maroc et sont détenus par la sécurité militaire marocaine", ce que le gouvernement marocain a bien sûr démenti. Depuis, Bouteflika affirme détenir des "preuves catégoriques" que le Maroc sert de base arrière aux groupes islamistes armés ; incidents frontaliers et violations de l'espace aérien

(SUITE PAGE 5)

SERBIE

Derrière le "complot" contre Milosevic, le cynisme et les crimes de l'Etat français

Coup de théâtre ! Belgrade accuse la France d'avoir fomenté une opération secrète destinée à assassiner le président Milosevic (1). Après ce pavé dans la mare, les médias en France ont été contraints de livrer quelques "informations" sur les liaisons "glauques" des services secrets français en Serbie. Celles-ci révèlent de façon éclatante une réalité dissimulée auparavant au grand public : depuis le début de la guerre en Yougoslavie et jusqu'à la participation française à la force militaire de l'OTAN dans la guerre du Kosovo, l'existence d'une alliance impérialiste franco-serbe et, à ce titre, la complicité de la France dans des massacres serbes en Bosnie.

Hypocrisie, duplicité et machiavélisme sont les qualificatifs caractérisant le mieux la politique bourgeoise : lorsqu'en 1995 la bourgeoisie française nous rebattait les oreilles avec les horreurs du nationalisme serbe et le martyr du peuple bosniaque, la France choyait Milosevic en coulisses ! A l'époque celui-ci n'était pourtant pas moins disposé qu'en 1999 à commettre tous les actes de barbarie nécessaires à la défense des intérêts impérialistes du capital serbe. Mais si la France était aussi peu regardante vis-à-vis de cet allié, c'est parce qu'au contraire des mensonges bourgeois, la défense des droits humains ne sert que de paravent aux pires exactions.

La France directement impliquée dans le nettoyage ethnique

Parmi les cinq tueurs cités comme étant en rapport avec les services français, il est tout à fait logique de retrouver des spécialistes du massacre, des bouchers comme le lieutenant Milorad Pelemis et sa "10ème unité de sabotage", dont les basses oeuvres à Srebrenica étaient commanditées par la Serbie et la France (2), afin de servir des intérêts stratégiques communs face aux impérialismes rivaux. C'est cette co-responsabilité de la France dans les massacres en Bosnie, soigneusement cachée, que nous dénonçons en 1995 et qu'il vaut la peine de rappeler ici : "la Forpronu, sous l'égide de la France et de la Grande-Bretagne, a donné son

aval aux serbes de Bosnie pour éliminer les poches de Srebrenica et de Zepa. Tandis que ces deux puissances polarisaient l'attention sur leur "mission de protection" autour de Gorazde et de Sarajevo, la Forpronu prêtait main-forte aux serbes pour vider les enclaves de leurs occupants. Sans cette aide, l'éjection de tous ces réfugiés n'aurait jamais été possible. De fait, la "protection" de ces enclaves par l'ONU avait permis aux serbes de porter leurs efforts militaires sur des zones de confrontation plus vitales. Et pour que ces enclaves puissent être récupérées par les forces serbes le moment opportun, l'ONU avait même préalablement désarmé leur population, bien entendu sous couvert de "mission pour la paix". Le gouvernement bosniaque lui-même s'est fait le complice de ce forfait, démontrant le peu de cas qu'il faisait aussi de sa chair à canon, en parquant les populations déplacées à l'intérieur des zones de combat. Tout cela a été ponctué, notamment en France, par une odieuse propagande guerrière à géométrie variable, en priorité destinée à justifier les agissements de plus en plus ouvertement pro-serbe de la FRR" (3).

On se souvient aussi des deux pilotes français abattus en 1995 au dessus de Sarajevo, libérés avec la bonne grâce du pouvoir serbe et grâce aux tractations du chef présumé (Dominic Yugo) du réseau "Araignée". Ce même personnage est également cité pour sa participation meurtrière au Zaïre avec les

quatre autres membres du même réseau aux côtés du protégé de l'impérialisme français, le non moins sanguinaire Mobutu.

Pour abominable que soit cette réalité, l'appui des services secrets et les liens entretenus par la France avec ces "criminels de guerre serbes" n'a rien de surprenant. Pas plus que ne l'était, par exemple, la responsabilité de la France dans le déclenchement des massacres au Rwanda (qui firent 700 000 morts). Cela fait partie des méthodes de l'impérialisme dans la défense des intérêts politiques et stratégiques de tous les pays, quels qu'ils soient.

Quand l'existence de Milosevic gêne les intérêts impérialistes de la France

La bourgeoisie française a toujours été un allié "historique" de la Serbie, jusqu'à la guerre du Kosovo où, au sein de l'OTAN, elle a largué son quota de bombes sur ce pays. Elle n'avait pas le choix. Si elle voulait maintenir une influence dans la région, il lui fallait faire partie de la coalition des alliés afin de pouvoir être présente lors du partage des zones d'influence. En effet, si elle avait maintenu fidèlement son alliance avec la Serbie de Milosevic, jamais la France n'aurait pu prétendre au protectorat qui lui a été attribué au Kosovo ni au rôle que lui confère la mission confiée à son représentant sur place Kouchner. Elle aurait tout perdu dans la région, dans la mesure où la Serbie de Milosevic constituait dorénavant une carte difficile à jouer. Scellement voilà, en perdant cette carte, la France perdait aussi la Serbie, unique relais sur place à son influence dans les Balkans.

La politique actuelle de la France vise donc à rétablir des liens avec la Serbie, comme l'illustrent ses fervents plaidoyers en faveur d'une aide à la reconstruction de ce pays. Mais cela ne peut se

faire tant que Milosevic est au pouvoir. En effet, les rivaux de la France dans la région ne manqueraient pas de s'appuyer sur la renommée internationale de celui qu'ils appellent le "Hitler des Balkans" pour discréditer les plans de Paris. Les hommes de l'opposition serbe constituent en revanche des interlocuteurs tout à fait valables pour la diplomatie française. S'ils n'ont pas des états de service fondamentalement différents de ceux de Milosevic, ils sont néanmoins plus difficilement attaquables face à l'opinion internationale. C'est pourquoi ils reçoivent l'appui de Paris dans leurs efforts pour constituer une alternative à Milosevic qui devient ainsi clairement un obstacle aux visées de la France.

Tout ceci explique les "révélations" de Milosevic, qu'il soit réellement menacé, tentant ainsi de sauver sa peau, ou qu'il agisse uniquement pour affaiblir l'action de la France en direction de l'opposition serbe.

De façon très démocratique, les médias français ont répercuté les accusations portées à l'encontre de la mère patrie et de ses barbouzes. Et pour cause ! C'était évidemment risqué de cacher la copie. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la bourgeoisie française décidait donc de nous livrer le dossier. Finement joué ! La polarisation ainsi entretenue sur la question de la responsabilité de bandits avérés dans les massacres permettait que soit escamotée celle des bandits démocrates des hémicycles ou des missions diplomatiques.

W (7 décembre)

(1) Belgrade accuse les services secrets français d'avoir voulu assassiner Milosevic, via un réseau nommé "Araignée".

(2) Le quotidien *Politika* assure que des membres du réseau Araignée ont mené aussi "des actions subversives au Kosovo" dont "le financement a été assuré par la DST".

(3) Voir *RI* n° 248 et *Revue Internationale* n° 83.

(1) Voir *RI* n° 294 d'octobre 1999.(2) *Le Monde*, 23 septembre 1999.

(3) Opposant marocain pro-soviétique enlevé à Paris en octobre 1965, avec la complicité des services secrets français et exécuté.

(4) Interview *Le Monde* du 2 octobre 1999.

(5) Ministre de l'Intérieur depuis vingt ans, limogé le 9 novembre 1999.

(6) Premier ministre socialiste du Maroc, et "ami" de Jospin.

TCHETCHENIE

La bourgeoisie occidentale est complice des massacres

Après deux mois de massacres en Tchétchénie, la bourgeoisie occidentale s'est mise fin novembre à "sermonner" la Russie et à hausser le ton. Mais il est clair que si le Kremlin n'en a cure et que toutes les mises en garde verbales ou les menaces de représailles financières de la part des grandes puis-

sances sont ignorées par Moscou, c'est parce que le gouvernement russe sait pertinemment que les autres grandes puissances ne les mettront pas à exécution. Il peut donc continuer à perpétrer ces massacres tout à sa guise et en toute impunité. Et s'il se permet non seulement de continuer son avancée en

Tchétchénie mais encore de répondre aux critiques occidentales par une arrogance croissante, c'est justement parce que cette agitation médiatique n'est que pure hypocrisie comme l'étaient les justifications humanitaires des Etats occidentaux qui écrasaient sous les bombes la Serbie. Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui ne cessent de se lamenter sur le sort tragique de la population tchétchène à grands coups de reportages-chocs et de témoignages de l'horreur. Et les médias s'efforcent, particulièrement en France, de faire passer cela pour un aveu d'impuissance et une capitulation devant le maître du Kremlin. Rien n'est plus faux : la réalité, c'est qu'ils apportent cyniquement un soutien total à la Russie et sont pleinement complices de son entreprise guerrière en Tchétchénie. Ils ne sont pas impuissants à régler le problème mais au contraire facteurs actifs d'une politique visant à permettre à l'Etat russe d'enrayer tout processus vers un dépeçage et une nouvelle explosion de la fédération de Russie. Fabius le disait clairement déjà en octobre : "La France soutient l'intégralité territoriale de la Fédération de Russie et condamne le terrorisme, les opérations de déstabilisation, l'intégrisme qui sont

devenus des menaces pour la démocratie." (Le Monde du 7 octobre 1999) Le véritable message qui se cache derrière leurs pleurnicheries hypocrites : "Vous pouvez y aller, on est derrière vous !" Tout le reste n'est destiné qu'à brouiller les consciences et dédouaner ces bourgeois "civilisés" de l'horreur qui se déroule sous nos yeux.

Pendant ce temps, la guerre totale et le véritable génocide menés contre la population tchétchène, toujours abondamment traitée de "terroriste" par toutes les fractions de la bourgeoisie russe et contre l'évidence la plus criante, continuent et s'accroissent chaque jour. Tous les dirigeants russes l'ont annoncé : il ne doit pas rester un seul "bandit" en Tchétchénie, c'est-à-dire pas âme qui vive ! Le nord du pays est vidé de sa population qui a fui ou est enterrée sous les grenades et les bombes. Lorsque les bombardements aériens cessent, permettant à la presse occidentale de laisser croire à un apaisement de l'horreur, ce sont les tirs d'artillerie massifs qui prennent le relais. L'armée russe viole, pille jusqu'au moindre meuble, anéantit tout ce qui bouge ; Grozny et le nord du pays ne sont plus que ruines et cadavres. Dans la capitale, 40 000 per-

sonnes attendent l'hallali et les "corridors de sécurité" censés permettre aux civils d'échapper au laminage de la capitale se sont avérés être des corridors de la mort, des champs de tir où l'on flingue du Tchétchéne, indifféremment comme dans un tir au pigeon, hommes, femmes et enfants. Les soldats russes, prolétaires soumis à la conscription obligatoire en grande partie, ne sont pas non plus à l'abri. Malgré la précaution prise par le gouvernement d'utiliser massivement les bombardements afin de ne pas risquer de mettre en échec son armée de terre déliquescence et désorganisée, comme en 1994/96, on estime que plus de mille soldats russes ont déjà été tués.

Tandis que la bourgeoisie des pays développés se prépare à célébrer en grandes pompes l'an 2000 et adresse avec force des messages de confiance en l'avenir de son système dans le monde, la Tchétchénie est là, après le Kosovo et la Yougoslavie, pour nous montrer le niveau de barbarie dans lequel le capitalisme décadent a plongé l'humanité en cette fin de siècle.

KW (18 décembre)

En Russie, une voix internationaliste contre la guerre

La guerre et la barbarie se déchainent, une nouvelle fois, en Russie accompagnées du cynisme de tous les pays impérialistes (Etats-Unis et des pays européens).

Elle s'accompagne d'une hystérie nationaliste sans précédent. La bourgeoisie russe, à grand renfort de campagnes idéologiques contre le terrorisme islamique et après une série d'attentats dont elle a su tirer partie, a réussi à mystifier la majorité de la population et de nombreux travailleurs en vue de mener ses opérations impérialistes, sanglantes et d'une extrême barbarie en Tchétchénie.

Toutefois, elle n'a pas pu réduire au silence les voix prolétariennes et

internationalistes. Les révolutionnaires, malgré la répression et leurs très faibles forces, ont réussi à faire entendre la voix de la classe ouvrière et de l'internationalisme. Nous saluons leur courage et leur détermination sans faille. Nous les soutenons dans cette période difficile où ils se trouvent à contre courant. Qu'ils sachent que nous sommes à leurs côtés !

Nous reproduisons, ci-après, leur prise de position qui est volontairement très brève par mesure de précaution. C'est la raison pour laquelle celle-ci est collée aux arrêts de bus ou dans le métro de Moscou et non pas diffusée sous forme de tract.

Le CCI

SOMMET DE L'OMC A SEATTLE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

mondial. Si la conférence a capoté, comme d'ailleurs tous les experts l'avaient prévu, c'est parce que les intérêts des uns et des autres sont contradictoires, c'est que le sommet n'aura lui-même été qu'un moment de cette guerre commerciale exacerbée entre les Etats, où chacun défend (en s'alliant avec d'autres) ses propres intérêts ou privilèges nationaux. Le principal intérêt commun qui les réunissait, c'était la même farouche détermination à défendre bec et ongles dans cette arène les intérêts de leur capital national aux dépens de tous les autres. Et à cause de cela, Seattle ne pouvait que servir de révélateur des principaux antagonismes en présence.

L'existence de l'OMC qui est aujourd'hui l'objet de tant de critiques, en particulier sur le sol européen, avait pourtant été une exigence des Etats européens eux-mêmes. Auparavant, le GATT était depuis sa création en 1947, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un simple instrument commercial que s'étaient donnés les Etats-Unis pour affirmer leur domination sur les pays de leur bloc de tutelle en bénéficiant de droits de douanes préférentiels. Après l'éclatement du bloc russe, ce sont les Etats européens, à l'issue du dernier cycle du GATT, l'Uruguay Round, qui avaient pris l'initiative de réclamer une structure plus souple, plus large et plus "égalitaire". La naissance de l'OMC en 1994 a donc été un produit de cette remise en cause de l'hégémonie commerciale américaine sur le marché mondial. Ce que le sommet de Seattle a mis en évidence, c'est la montée en puissance, dans cette guerre commerciale, de la confrontation entre les Etats européens et les Etats-Unis. En fait, les "nouvelles règles" que prétend se donner l'OMC ne sont qu'un prétexte pour mesurer le nouveau rapport de forces et se livrer à un bras-de-fer. Il n'y a pas un camp protectionniste contre un camp libéral, mais une simple concurrence d'intérêts nationaux. Les mêmes Etats

qui se comportent ici comme les champions du maintien de barrières douanières face au danger d'invasion de marchandises étrangères se retrouvent à défendre là-bas une politique ultralibérale pour pouvoir exporter leurs produits.

La France s'est particulièrement illustrée par sa virulence anti-yankee à la tête de cette bataille, autant à l'intérieur de la conférence où le français Pascal Lamy s'est accaparé la vedette en tant que rapporteur au sein de la commission européenne qu'à l'extérieur avec son armada de protestataires et de contestataires, d'ATTAC à sa Confédération paysanne. Cela aura permis à l'Europe (et en particulier au gouvernement français) de marquer des points sur le plan idéologique contre les Etats-Unis. La France a profité à fond de la vague protestataire internationale pour retirer son épiingle du jeu et se donner le beau rôle face aux Etats-Unis dans la défense paradante et pavanante de son nationalisme cocardier et en haussant d'un ton son battage antiméricain. Elle a pu utiliser les circonstances pour faire accréditer la politique américaine comme de l'ultra libéralisme et surtout assimiler les capitalistes américains à de gros méchants qui veulent faire régner la loi du plus fort. Elle a prétendu contre eux défendre pêle-mêle l'écologie, l'environnement, la protection des droits sociaux, l'exception culturelle. En fait, il s'agit d'une hypocrisie totale. La préoccupation de la bourgeoisie française n'est nullement de vérifier les effets de l'absorption d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur la santé des populations (preuve qu'elle s'en moque éperdument, ces OGM sont déjà massivement introduits et consommés, en France comme ailleurs) mais d'empêcher les produits américains d'envahir l'Europe et de concurrencer les produits français ou européens. Ainsi, elle a pu apparaître comme la championne toutes catégories de la

défense des consommateurs. C'est pourquoi, dans la foulée, l'Etat français et son tandem Jospin-Chirac a réédité l'opération pour en tirer les mêmes bénéfices avec le maintien de l'embargo de la France sur le boeuf britannique, quitte à s'attirer les foudres du tribunal du commerce international jugeant illégal le maintien de cet embargo. D'ailleurs, cette décision a été saluée unanimement par toutes les fractions de la bourgeoisie française, à gauche comme à droite, comme une saine réaction de prudence et de souci de la santé des consommateurs (même si le nouveau cas de maladie de Kreuzfeld-Jakob qui vient d'être identifié en France peut tout aussi bien mettre en cause le bétail du terroir) alors que le boeuf britannique est aujourd'hui soumis à des contrôles beaucoup plus rigoureux que pour n'importe quelle autre viande.

L'échec de Seattle, s'il témoigne de l'âpreté des bagarres entre Etats au sein de la bourgeoisie, ne débouche nullement sur une paralysie du capitalisme comme il n'empêche nullement la poursuite d'accords bilatéraux et de traités d'alliance commerciale entre Etats. Mais surtout, il ne constitue en rien l'annonce d'une remise en cause du capitalisme. Il n'apporte aucune perspective d'amélioration du sort du prolétariat. Le seul but de cette campagne est de répandre un poison idéologique qui cherche à entraîner la classe ouvrière sur le terrain bourgeois de la défense du capital national. En fait, il s'agit de masquer qu'il n'existe qu'un seul moyen de combattre le capitalisme, c'est de le renverser, de l'abattre et qu'il n'y a qu'une seule classe sociale capable de réaliser cela, la classe ouvrière. Car, du fait de sa position de classe exploitée produisant l'essentiel des richesses sociales, elle est la seule force qui puisse réaliser la transformation révolutionnaire de la société.

CB (16 décembre)

ДОЛОЙ ВОЙНУ!

Хватит делать из нас идиотов!

Ельцины, Масхадовы, Путины, Басаевы... - все они одна банда.

Это они организовали террор в Москве, Волгодонске, Дагестане, Чечне. Это их разборка. Это их война. Она нужна им для укрепления их власти. Она нужна им в драке за нефть. Почему за их интересы должны умирать наши дети? Пусть олигархи убивают друг друга сами!

Не верьте националистическому бреду: нельзя обвинять целый народ в преступлениях, которые еще неизвестно кто совершил, но которые в интересах только властителей и господ всех наций.

Не идите на эту войну и не пускайте туда своих сыновей! Не поддерживайте войну! Сопrotивляйтесь ей, как можете! Бастуйте против войны и ее поджигателей!

A BAS LA GUERRE !

Ne nous prenez pas pour des imbéciles !

Les Eltsine, les Maskhadov, les Poutine, les Bassaev... ce sont tous la même clique !

Ce sont eux qui ont organisé la terreur à Moscou, à Vogodonsk, au Daghestan, en Tchétchénie. C'est leur affaire, c'est leur guerre. Ils en ont besoin pour renforcer leur pouvoir. Ils en ont besoin pour défendre leur pétrole. Pourquoi nos enfants devraient-ils mourir pour leurs intérêts ? Que les oligarques se tuent entre eux !

Ne croyez pas aux discours imbéciles et nationalistes : il ne faut pas accuser le peuple tout entier de commettre des crimes qui ont été commis par on ne sait qui, mais auxquels ne sont intéressés que les gouvernants et les maîtres de toutes les nations.

N'allez pas à cette guerre et ne laissez pas y aller vos fils ! Résistez à cette guerre autant que vous le pouvez ! Faites grève contre la guerre et ses instigateurs.

Des Internationalistes de Moscou.

"EMBEILLIE ECONOMIQUE" ?

La seule croissance, c'est celle de la misère

Le gouvernement socialiste, les médias, tous vous le répètent, tout va de mieux en mieux. Et "la preuve" que ce n'est pas de l'intoxx, c'est que les Français le pensent aussi, comme le révèlent les sondages : "Plus le chômage baisse et plus le moral des Français s'envole, au point que, pour la première fois depuis sa création, l'indicateur de l'Insee, qui mesure chaque mois depuis douze ans l'optimisme des ménages, est passé au vert." (Libération du 3-12-99)

La menace du chômage étant la préoccupation première au sein de la classe ouvrière, il est tout à fait compréhensible que, dès que sont publiés des indicateurs suggérant que le terrible fléau serait enfin en voie de refluer, on s'y accroche avec l'espoir de lendemains meilleurs. La classe ouvrière ne doit pas se laisser endormir par cette propagande. Elle vise à lui faire prendre comme possible allié le gouvernement qui, à la tête de l'Etat, organise son exploitation. Elle a surtout comme objectif de la tromper sur les perspectives qui, en réalité, sont à l'aggravation de ses conditions de vie.

Les statistiques du chômage sont trafiquées

Il est tout à fait indéniable que les chiffres officiels expriment une très légère décline du nombre des chômeurs indemnisés, celle-ci étant mise, pêle-mêle, sur le compte de la conjoncture favorable de l'économie au niveau mondial, sur celui des premières retombées bénéfiques de l'application de la loi sur les trente-cinq heures, ou plus généralement de la politique "plus sociale" de la gauche au pouvoir. La vérité est ailleurs. Les statistiques sont en permanence "adaptées" aux besoins de la propagande : "Le niveau réel du chômage est largement sous-estimé. Le simple fait de réintégrer ceux qui ont travaillé plus de 78 heures le mois précédent, ceux qui recherchent un temps partiel ou un contrat à durée indéterminée fait grimper le nombre de demandeurs d'emploi à 4,2 millions, soit 50% de plus que le chiffre officiel." (1) A ces catégories de chômeurs expurgées des statistiques, on peut ajouter celle des chômeurs de plus de 55 ans. D'autres procédés, que nous avons déjà mentionnés (cf. RI/294 : "La fin de la crise ? Non, un coup de bluff de la bourgeoisie !") sont largement utilisés par toutes les bourgeoisies du monde.

Il existe aussi des moyens plus expéditifs, mis en oeuvre depuis longtemps dans tous les pays pour améliorer les statistiques de l'emploi : radier des listes du chômage les "non méritants", c'est-à-dire ceux qui n'auront pas su prouver qu'ils recherchent effectivement un emploi ou qui dissimulent de maigres sources de revenus non déclarées. Ainsi, en Belgique, sont opérées des perquisitions domiciliaires afin de vérifier la situation familiale des chômeurs. Cela a permis à l'Office National de l'Emploi de ce pays d'exclure, de 1991 à 1997, pour chômage anormalement long, 170 855 cohabitants, c'est à dire des personnes vivant avec quelqu'un disposant de ressources. Et comme ces perquisitions n'étaient pas légales, la législation a été modifiée autorisant dorénavant une procédure de perquisition spécifique pour les chômeurs (2). De même, il arrive qu'un sans-emploi ayant répondu à une offre d'embauche

d'organisme de placement et n'ayant pas été retenu, soit convoqué ultérieurement pour s'en expliquer (2).

En Grande-Bretagne, c'est une pression d'un autre type qui est exercée sur les chômeurs mais, "pour le bien" de ceux-ci, gouvernement de gauche oblige (!) : "Le gouvernement doit donner sa chance aux chômeurs, en leur fournissant une formation, un emploi, mais ceux-ci doivent aussi accepter les propositions qui leur sont faites s'ils veulent continuer à percevoir leurs allocations." (1). C'est là une disposition permettant d'obtenir d'un chômeur qu'il accepte n'importe quel emploi, quel que soit son niveau antérieur de qualification et de rémunération. Elle constitue aussi une pression accrue à la baisse sur le salaire de ceux qui ont encore un emploi.

De nouveaux emplois ? Oui mais précaires et déqualifiés !

Mais, nous dira-t-on, "il y a quand même, dans la période actuelle, des emplois qui sont créés, en quantité supérieure à ceux qui sont supprimés. C'est en tout cas ce qu'indiquent les statistiques officielles". Si tel est le cas, la différence n'est pas suffisante pour faire réellement décroître le chômage, qui ne peut être réduit qu'au moyen des artifices que nous avons évoqués. Quant à la création de ces nouveaux emplois, sur laquelle s'appuient les campagnes euphorisantes de la bourgeoisie, elle est aussi un volet d'une attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière. En effet, alors que les emplois ainsi créés sont la plupart du temps sous-qualifiés et précaires, dans le même temps ce sont des emplois plus qualifiés, plus stables et mieux rémunérés qui sont supprimés, comme à

Michelin par exemple : "Le plein emploi statistique ne signifie pas forcément le "bonheur économique" : on peut créer beaucoup d'emplois en diminuant les revenus des plus pauvres et en réduisant leur protection sociale. Un plein-emploi façon Canada Dry : inégalitaire à la mode américaine et qui, pour toute une partie de la population, a la couleur du progrès sans en avoir le goût. La France s'est en partie engagée sur cette voie. Elle a développé des emplois faiblement qualifiés en baissant le coût du travail ou par d'autres mesures de politique fiscale (emplois domestiques), tout en laissant se dégrader la situation des jeunes et des nouveaux embauchés." (1)

Résultat : en France, 6 millions de pauvres vivent avec moins de 3 000 F par mois ; en Grande-Bretagne, bien que le chômage soit officiellement inférieur à 6% de la population active, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire moins de la moitié du revenu moyen) a triplé en moins de vingt ans. Il atteint 12 millions de personnes, soit 20% de la population (1). Et ces deux pays ne constituent pas des cas d'espèce. L'Europe des Quinze compte 18 millions de chômeurs statistiquement dénombrés et 50 à 70 millions de personnes en situation de précarité (3).

Trente ans d'attaques capitalistes

Depuis la fin de la période de reconstruction qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'économie mondiale est de nouveau confrontée à des contradictions insolubles se traduisant par des attaques contre la classe ouvrière et une détérioration de ses conditions de vie. Celle-ci a été relativement progressive pendant toutes les années 70 (4) et s'est

ensuite accélérée à partir des années 80 : "Des situations considérées comme exceptionnelles et plus ou moins circonscrites, il y a vingt ans en Europe, sont aujourd'hui courantes. Elles se manifestent d'abord par la privation d'emploi ; puis, par l'impossibilité pécuniaire d'accéder aux soins, par la privation de logement ou l'entassement en grand nombre dans les habitations."

(3) Quant à ceux qui conservent un emploi, à la hantise de le perdre et aux problèmes liés à une dégradation constante du pouvoir d'achat, s'ajoute une pression croissante pour augmenter la productivité : "A cette pauvreté matérielle, il faut ajouter la souffrance psychologique liée aux contraintes plus fortes de l'organisation du travail, en termes de respect des délais et de la qualité. Les salariés éprouvent souvent le sentiment de n'être pas à la hauteur des objectifs qui leur sont assignés. Certains vivent en permanence sous la menace d'être relégués à des tâches subalternes et avouent prendre des psychotropes pour aller au travail." (1).

Dans ces lignes, nous n'avons évoqué que le cas de l'Europe occidentale, le berceau du capitalisme. La situation des Etats-Unis et du Japon, les deux premières puissances économiques mondiales, n'est pas meilleure. Quant au reste du monde, que le capitalisme mondial n'a jamais été capable de véritablement industrialiser, son état est tout à fait révélateur de l'abîme dans lequel ce système en crise précipite l'humanité : un habitant de la planète sur six vit dans la pauvreté absolue, soit un milliard de personnes ; 800 millions d'enfants souffrent de la faim.

Dans ces conditions, parler d'embellie de l'économie mondiale, ce n'est pas seulement se payer la tête des exploités, c'est surtout vouloir leur masquer la

réalité de la crise mondiale du capitalisme.

Le but de ce système n'a jamais été la satisfaction des besoins humains mais bien la réalisation de profit. Or, le fait que cette dernière se trouve de plus en plus entravée et menacée par la dynamique propre du système est une expression de la faillite historique de celui-ci. En effet, lorsqu'à travers le chômage, il rejette de façon durable et aggravée, hors du circuit de la production, des millions de prolétaires, il limite d'autant sa capacité à réaliser du profit puisque la source unique de celui-ci est constituée par l'exploitation de la classe ouvrière ; lorsque pour prolonger son agonie il est contraint de plonger la planète dans un océan de misère, il scie la branche sur laquelle il est assis car l'aboutissement de cette situation ne peut être que sa propre destruction par la classe ouvrière ou, si elle n'y parvient pas assez tôt, la destruction de l'humanité.

B. (13 décembre)

(1) Source : Alternatives économiques de décembre 1999.

(2) Source : Le Monde diplomatique du 18 juin 1999.

(3) Source : Le Monde diplomatique du 4 septembre 1999.

(4) C'est justement les conséquences du retour de la crise du capitalisme sur les conditions de vie de la classe ouvrière, qui expliquent les mouvements massifs de la classe ouvrière en Europe et dans le monde à la fin des années 60 et dont Mai 68 en France avait constitué le point de départ.

SUR LA NATURE DE CLASSE DU TROTSKISME

(SUITE DE LA PAGE 6)

politique d'une avant-garde révolutionnaire, c'est une politique qui ne vise qu'à entretenir les illusions et les mystifications bourgeoises, c'est la politique d'un valet de la classe dominante.

Sincérité des militants et nature de classe d'une organisation

Faisons-nous suffisamment la différence entre les appareils et les militants ? Non seulement, nous la faisons, mais cette distinction nous permet justement de comprendre que ce n'est pas la composition sociologique d'un parti (par exemple le fait que les militants du PCF sont majoritairement des ouvriers) qui détermine sa nature de classe. Pour les trotskistes, et tous ceux qui contribuent avec eux à entretenir le masque "ouvrier" des PC ou des PS (en Allemagne par exemple, c'est au PS que les trotskistes appliquent le même raisonnement), le seul fait que dans ces partis se trouvent des militants sincèrement convaincus de défendre un programme prolétarien, justifie toutes les politiques "d'appels du pied" (tel que des campagnes électorales communes) et de soutien "critique" à leur politique. Les révolutionnaires, en s'adressant aux prolétaires qui sont sous l'influence de

ces partis, ont pour tâche de leur ouvrir les yeux et non pas de les conforter dans l'illusion qu'il serait encore "leurs" partis ou qu'on pourrait les redresser.

Il y a longtemps que les PC et les PS ne sont plus "redressables", pour la simple raison qu'il ne secrètent plus depuis longtemps en leur sein la moindre once de fidélité politique à ce qu'ils ont été en tant que partis prolétariens (la social-démocratie jusqu'en 1914, les PC des années 20). Certes, lorsque ces partis ont trahi, cela ne s'est pas fait du jour au lendemain, et c'était la responsabilité des militants restés fidèles au programme révolutionnaire en leur sein de se battre pour sauver le parti, pour l'arracher à la direction traître : tel fut le combat de la gauche de la social-démocratie allemande de 1914 à 1917, celui des fractions de la gauche au sein des PC dans les années 20, jusqu'à se faire exclure de ces partis et poursuivre le combat de fractions en dehors d'eux. Lorsque toute vie prolétarienne révolutionnaire a disparu, par renoncement ou par exclusion des gauches, c'est l'organisme tout entier qui est mort pour la classe ouvrière et qui se transforme alors le plus souvent en une arme de l'ennemi. La continuité de son programme se poursuit désormais en dehors de lui. S'il existe une "fidélité à ce qu'ont été les PC dans les années 20",

elle est représentée par la Gauche communiste et les groupes actuels qui s'en réclament, dont le CCI.

Si le "mur" qui sépare les groupes du camp prolétarien de ceux du camp bourgeois ne peut être franchi que dans un seul sens, c'est justement parce que c'est la question de la continuité programmatique qui est en cause. Le poids de l'idéologie de la classe dominante, les conséquences des périodes de recul de la lutte de classe sur les groupes existant favorisant les abandons opportunistes, mais aussi la tendance de l'Etat capitaliste à happer l'ensemble de la vie sociale à l'heure de la décadence, sont autant d'éléments qui peuvent expliquer le passage à l'ennemi d'organismes prolétariens. Une fois passés à l'ennemi et vidés de toute vie révolutionnaire, ils ne peuvent plus revenir, en tant que groupe constitué, à leur classe d'origine, car cela exige une rupture consciente et active avec l'activité et le programme contre-révolutionnaire qui est devenue leur raison d'existence.

"Si des membres des partis politiques existants peuvent passer d'un camp dans l'autre, et cela dans les deux sens (du prolétariat à la bourgeoisie et de la bourgeoisie au prolétariat), cela ne peut être qu'un fait individuel. Par contre, le passage collectif d'un organisme

politique déjà structuré ou en formation dans les partis existants ne peut obligatoirement se produire que dans un sens unique, des partis du prolétariat à la bourgeoisie et jamais dans le sens contraire, des partis bourgeois au prolétariat. C'est-à-dire qu'en aucun cas un ensemble d'éléments en provenance d'une organisation bourgeoise ne peut évoluer vers des positions de classe sans une rupture consciente avec toute idée de continuité avec son éventuelle activité collective précédente dans le camp contre-révolutionnaire."

(Résolution sur le centrisme et l'opportunisme adoptée au 6ème congrès du CCI - Revue Internationale n°44, 1er trimestre 1986)

PE

(1) La correspondance avec ce lecteur a en fait commencé avec le n°289 de RI. Et c'est en réponse à ce premier article que notre lecteur nous a fait parvenir sa seconde lettre, à laquelle nous avons commencé à répondre.

(2) Lequel n'est d'ailleurs pas plus "réactionnaire" que celui de Jospin qui est en train aujourd'hui de mettre en application le fameux plan Juppé (de même que les Etats-Unis ne sont pas plus "impérialistes" que l'ex-URSS ou Cuba et que tous les Etats existants, petits ou grands - cf RI n°294).

(3) Comme l'avouait sa revue Lutte de Classe destinée à ses militants et sympathisants.

C'EST ENSEMBLE QU'IL FAUT SE BATTRE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Et pourtant, que mettent en avant les syndicats lorsque les prolétaires sont confrontés pratiquement à son application ? Qu'il faut défendre la loi au nom de l'exigence du "progrès social", au nom de la réduction du temps de travail et de la création d'emplois ! Et que le seul problème serait d'exiger de "son" patron, de "son" entreprise, un "bon accord sur les 35 heures dans le respect de la loi", le tout bien sûr dans "son" coin. La vérité, c'est que la logique capitaliste est partout celle d'une intensification de l'exploitation et que la loi Aubry existe uniquement pour favoriser et accélérer cette intensification. Le terrain ainsi faussé dans lequel les syndicats entraînent les prolétaires n'est pas innocent du tout. Non seulement ils sèment l'illusion que le capitalisme pourrait être réformé en faveur des ouvriers, mais ils permettent de désigner aux prolétaires un ennemi... qui n'est pas le pire. Ils sont là pour entretenir l'illusion que le gouvernement Jospin-Aubry serait "l'allié des ouvriers contre les patrons" et pour entraver toute perspective d'unité des combats ouvriers contre celui qui orchestre en pratique l'ensemble des attaques dans tous les secteurs : l'Etat et son gouvernement "de gauche".

Dans le même registre, on entend répéter partout que s'il faut se battre, c'est parce que "la croissance revient", parce que les boîtes font des profits, parce que le chômage baisse (paraît-il !) et donc parce que les ouvriers devraient en "profiter" aussi. Le discours a été largement répandu dans les médias, faisant écho aux satisfécits du gouvernement sur la "bonne santé" de l'économie française. Evidemment les raisons de la colère des millions de chômeurs réduits à une allocation de misère, celle des employés des postes ou des hôpitaux subissant des suppressions d'effectifs ou encore des ouvriers soumis aux plans de licenciements n'ont pas grand chose à voir avec la revendication d'une part du gâteau imaginaire de la croissance. Mais qu'à cela ne tienne, le discours fait rideau de fumée et permet de semer l'illusion que les "choses vont s'arranger". En outre, ce discours est

activement relayé par la propagande des trotskistes, voire d'une partie du PCF, qui font campagne "contre les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices". Et là où il y a des pertes, il faudrait faire quoi ? Se résigner ?

Enfin, tous ces gens là montrent du doigt aux prolétaires une cible toute désignée qui est en fait un complet moulin à vent. L'ennemi à abattre, la cause finale de tous les maux, ce serait le "libéralisme", le "capitalisme à l'américaine", la "mondialisation", les "multinationales" et autres OMC, en face desquelles les prolétaires sont invités à revendiquer pour plus d'interventionnisme étatique, pour une économie "moins soumise aux lois aveugles des marchés" et censée les protéger des abus du "capitalisme sauvage". Comme par hasard, l'Etat français et son gouvernement "socialiste" se posent en garants d'une telle alternative. Mais ce n'est qu'un mensonge de plus car il n'y a ni plus ni moins de "sauvagerie" dans les coups anti-ouvriers orchestrés par l'Etat qui, au nom des intérêts bien compris du capital national, s'attaque aux retraites, aux prestations sociales et supprime des postes dans les hôpitaux que dans les agissements des "world companies" (lesquelles ont toujours derrière elles un Etat qui les soutient dans leur politique). Mais cela est bien utile à la classe dominante pour monter en épingle le petit franchouillard de service José Bové et pour le présenter -lui et les manifestants de Seattle (cf. article p. 1)- comme un exemple à suivre de "mobilisation anti-capitaliste". En fait on invite ainsi les prolétaires à faire cause commune avec leurs exploiters au nom de la lutte contre d'autres exploiters caricaturés pour les besoins de la propagande. C'est la même logique qui est également contenue dans les revendications syndicales pour "la défense du monopole" de l'entreprise, comme on vient encore d'en avoir un exemple avec la grève de la compagnie Corse-Méditerranée.

Il y a dans tout ce fatras idéologique dans lequel on veut empêtrer les ouvriers, quelque chose de fondamentalement commun. Il s'agit de donner une fausse réponse au besoin pour la classe ouvrière de se battre avec un minimum de perspective, et de vision plus globale de son combat. On veut ainsi faire croire aux ouvriers qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils auraient des alliés : le gouvernement, la loi Aubry, les syndicats, la "croissance", la prétendue baisse du chômage, etc. et que tout cela ferait autant de bons motifs pour se mobiliser aujourd'hui.

Les attaques que subit la classe ouvrière aujourd'hui de la part de la gauche au gouvernement sont bien plus brutales que celles assénées avant 1997 par le gouvernement de droite. Sur l'ensemble des mesures anti-ouvrières adoptées par celui-ci et en particulier le plan Juppé de 1995 sur la Sécurité Sociale, la gauche n'est pas revenue. Au contraire, elle a continué à attaquer les conditions de vie de la classe ouvrière, y compris dans le domaine de la protection sociale et de la santé.

Pourtant, à l'automne 1995, les syndicats "tous ensemble" et avec ce slogan avaient appelé les ouvriers à entrer dans la lutte, à l'élargir, tout en dénonçant avec la dernière vigueur la politique du gouvernement de droite.

Pourquoi les syndicats n'organisent-ils pas aujourd'hui la même mobilisation qu'en décembre 1995 ? D'abord parce que c'est la gauche qui est au gouvernement et qu'il n'est pas question pour eux de prendre l'initiative d'un grand mouvement de protestation qui risquerait de la mettre en difficulté en la désignant comme étant la responsable des attaques. Ensuite, à cette époque, la combativité était bien moins profonde et étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'était justement cette situation qu'ils avaient utilisée pour provoquer, sans risque aucun de débordement, un vaste mouvement "unitaire" destiné à redorer leur blason. Or, il n'est évidemment pas question pour les syndicats, comme pour l'ensemble de la

bourgeoisie, de donner aujourd'hui à la classe ouvrière la possibilité de reprendre confiance en elle, de dépasser son sentiment d'impuissance, à travers la participation à des luttes massives, lesquelles lui permettraient de sentir qu'à nouveau elle constitue une force capable de s'opposer aux attaques. C'est précisément ce que la classe dominante veut éviter.

Pour se sortir de cette impasse, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même. Partout où les attaques tom-

bent, les ouvriers doivent discuter et participer aux assemblées générales pour proposer des revendications réellement unitaires, communes, dans lesquelles peuvent se reconnaître clairement d'autres prolétaires. Ils doivent être actifs et ne pas attendre que les syndicats les divisent, les enferment sur des revendications corporatistes et spécifiques.

PB (18 décembre)

BROCHURE A PARAITRE

Comment le PCF est passé au service du capital

Aujourd'hui, le PCF, comme tous les partis stalinien, n'est plus une organisation du prolétariat. Il n'est pas non plus, contrairement à ce que mettent en avant les organisations trotskistes, "un parti ouvrier dégénéré" ("... dégénéré certes, mais ouvrier quand même" comme elles disent). En effet, c'est à partir du milieu des années 1930 qu'il a rejoint les rangs de la classe ennemie, qu'il a basculé dans le camp de la bourgeoisie et cela de façon irréversible. Depuis ce moment-là, son histoire n'a cessé d'en donner la preuve. Pendant plus de 60 ans, il a été (et il reste) un défenseur inconditionnel du capital national et surtout l'un des plus dangereux ennemis, voire le plus dangereux (quand son poids politique et son influence le lui ont permis), de la classe ouvrière en France.

Il s'est toujours présenté comme parti de la classe ouvrière, en prétendant incarner la fidélité au marxisme et à la tradition ouvrière qu'il a trahis et écrasés. En réalité, pendant plus de 60 ans, il a été un représentant parmi les plus zélés et fidèles de la contre-révolution stalinienne en Europe occidentale.

Il a cautionné la traque et l'élimination de la majeure partie des forces vives révolutionnaires d'Octobre 1917, et en particulier de toute la vieille garde bolchévique, par Staline et ses sbires dans la deuxième moitié des années vingt et dans les années trente.

Il a poussé des générations de prolétaires derrière la défense de la "patrie du socialisme" à travers la "théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays", négation même de l'internationalisme prolétarien.

Il a été le meilleur agent du plus gigantesque mensonge idéologique édifié au cours du siècle par l'ensemble de la bourgeoisie contre le prolétariat : l'identification de la contre-révolution et des régimes stalinien à la révolution communiste.

Il est resté un des pires ennemis du prolétariat à travers tous ses états de service auprès du capital national français que ce soit au gouvernement ou dans l'opposition. Il n'a jamais cessé de pousser les ouvriers à abandonner leur terrain de classe au profit du capital national en exaltant le nationalisme le plus exacerbé, au nom du "peuple de France" et "de la France éternelle". C'est ainsi qu'il a participé activement à l'embrigadement et au massacre de millions d'ouvriers dans la seconde bouche impérialiste mondiale.

S'il a pu remplir ce rôle mystificateur ainsi que celui de bourreau du prolétariat et de fossoyeur de la révolution, c'est parce qu'il n'a pas toujours été un parti bourgeois. Il était à ses origines, au début des années 1920, un authentique parti prolétarien, expression de la vague révolutionnaire internationale montante.

Ce sont toutefois ses faiblesses congénitales et l'opportunisme avant présidé à sa formation qui expliquent qu'il ait été happé si facilement, en n'opposant qu'une très faible résistance (comparé à la plupart des autres PC en Europe occidentale), emporté comme un fétu de paille dans le sillage du stalinisme dont il a été, de ce fait, un des plus fidèles serviteurs.

C'est sa lointaine filiation avec le mouvement ouvrier qui lui confère, au sein de l'appareil d'Etat bourgeois, ses galons de parti spécifiquement destiné à mystifier et à désarmer idéologiquement le prolétariat.

Aujourd'hui, le PCF autoproclame sa "mutation", parle d'un "nouveau projet communiste", tout cela pour essayer, tant bien que mal, de se débarrasser de son encombrante image stalinienne qui lui colle à la peau. Mais cela n'est que pour mieux conserver son "fonds de commerce" de parti bourgeois défenseur du capital national et pour continuer à assumer sa même fonction anti-ouvrière :

- dévoyer la classe ouvrière de son terrain de lutte pour l'amener, pieds et poings liés, vers la défaite d'abord, à l'abattoir ensuite, derrière la défense inconditionnelle du capital national et de ses intérêts impérialistes ;
- falsifier et dénaturer le communisme aux yeux du prolétariat (1).

Hier, aujourd'hui, le PCF a été, est toujours et sera encore demain une arme essentielle de la bourgeoisie contre le prolétariat.

(1) C'est en particulier le rôle joué aujourd'hui par la "tendance" récemment apparue qui se présente comme étant la Gauche communiste du PCF. Sa fonction de rabatteur pour ramener un maximum d'ouvriers dans les serres de rapace du parti stalinien est d'autant plus dangereuse et mystificatrice que ces gens-là revendiquent frauduleusement rien moins que l'héritage de la Gauche communiste et de Rosa Luxembourg. C'est pourquoi la responsabilité des véritables révolutionnaires est d'arracher le masque de ces imposteurs et de dénoncer toutes leurs manœuvres actuelles pour s'introduire dans le camp prolétarien

Les 35 heures "à la française", un modèle pour toute la bourgeoisie

Voilà ce qu'on a pu lire récemment dans *Marianne*, hebdomadaire spécialisé dans la dénonciation des petits et des grands travers qui pourraient entraver le bon fonctionnement de la démocratie bourgeoise : "Quand l'Amérique plébiscite les 35 heures."

Mais de quoi se plaint le patronat français ? La loi sur les 35 heures qu'ils honnissent ne vient-elle pas de trouver grâce auprès des plus purs militants de l'ultra libéralisme, les Américains et l'OCDE ? Dans un reportage intitulé "Le paradoxe français dans le travail", le New York Times donne en exemple plusieurs entreprises ayant tiré partie du dispositif. Sa conclusion : si la loi n'a pas atteint ses objectifs en matière de création d'emplois, elle permet, en revanche, d'introduire davantage de flexibilité dans les entreprises sans provoquer de confrontation sociale majeure. Même constat pour l'OCDE. L'organisation internationale salue la loi Aubry au motif qu'elle a introduit "une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail", mais appelle

néanmoins les dirigeants français à "une réforme plus radicale dans la politique de l'emploi [...], pour réduire le chômage structurel durablement sous le niveau actuel d'environ 10%". Le Medef serait-il composé d'abominables conservateurs ? *Marianne* n°135, du 22 au 28 novembre 1999.

On ne peut pas exprimer plus clairement le vérité sur ce qu'est la loi Aubry et sur ce qu'en pense, au fond, la bourgeoisie : c'est tout bénéfice pour elle et le pire pour la classe ouvrière. Car, en termes clairs, ce que demande en plus l'OCDE, ce n'est pas d'embaucher pour réduire le chômage, car tel n'est pas l'objectif des 35 heures, mais d'en mettre un coup pour développer le travail précaire et les petits boulots qui ont toujours permis de dégonfler les chiffres du chômage. Quant au MEDEF et à la marionnette Seilleires, il ne font en vérité que jouer le rôle qui leur a été assigné dans un scénario mis au point par l'ensemble de la bourgeoisie française pour faire avaler la pilule à la classe ouvrière.

MAGHREB

(SUITE DE LA PAGE 2)

marocain se succèdent. Autre source de tensions qui revient sur le devant de la scène : le soutien algérien au Front Polisario, toujours en lutte pour l'indépendance du Sahara occidental, annexé par le Maroc depuis 1975. Dans ce contexte, il est évident que les grandes puissances ne restent pas spectatrices et poussent leurs pions dans cette zone éminemment stratégique. Les Etats-Unis peuvent notamment relancer leur aide aux GIA et soutenir plus fortement le Maroc sur la question sahraouie tandis que la France va continuer d'appuyer le gouvernement algérien.

Le prolétariat a tout à perdre à se laisser embrigader par les appels à l'unité nationale. Car la bourgeoisie ne peut lui offrir que plus de misère, de meurtres, de massacres. La seule perspective pour le prolétariat réside dans sa solidarité et sa lutte de classe internationale en refusant catégoriquement tout enfermement nationaliste. Dans les conditions créées par la décomposition d'une société capitaliste sénile et barbare, ce chemin est ardu, mais il n'en est pas d'autre.

BTD (14 décembre)

A propos de la nature de classe du trotskisme (3)

Dans les numéros 293 (septembre 1999) et 294 (octobre 1999) de *RI*, nous avons répondu aux questions posées par la lettre d'un de nos lecteurs trotskiste. Pour l'essentiel, notre réponse a traité de la question de la trahison du camp prolétarien par le trotskisme au cours de la Seconde Guerre mondiale, en lien notamment avec la politique de défense de l'URSS qui avait été celle des trotskistes à l'époque et qui s'est activement poursuivie depuis lors. Nous avons également montré que le radicalisme "anti-libéral" et "anti-américain" qui caractérise le trotskisme depuis près de 60 ans, loin de lui conférer une quelconque nature révolutionnaire, n'était que le cri de guerre d'un fidèle valet de l'Etat capitaliste et impérialiste russe en même temps qu'il faisait d'eux les plus insidieux propagateurs du grand mensonge du siècle : celui qui assimile l'Etat stalinien et les régimes qui ont dominé l'Europe de l'Est jusqu'en 1989 au communisme, et le capitalisme d'Etat au programme révolutionnaire du prolétariat.

Dans cette dernière partie, nous examinerons les dernières objections que nous oppose notre correspondant et qui se rapportent dans l'ensemble à la question : serions-nous trop "puristes" voire trop "sectaires" ?

- *Vous faites une critique de la politique de front unique, mais elle a souvent été la source d'avancées sociales importantes comme en 1936. Pourquoi rejeter systématiquement des possibilités d'alliances provisoires avec la bourgeoisie, si celles-ci peuvent servir le camp prolétarien (Marx envisageait les coalitions entre classes et ce type d'alliances a bien eu lieu pendant la révolution russe) (...)*

- *D'une façon générale, votre refus fréquent de participer à un certain nombre de luttes (en décembre 95, au référendum pour Maastricht, dans les campagnes électorales, dans les luttes syndicales), sur la base d'analyses de classe qui sont sans doute justes "sur le papier", c'est-à-dire d'une façon purement théorique, ne conduit-il pas à l'inaction et ainsi à laisser la bourgeoisie occuper tout le terrain ? Le*

maximalisme théorique conduit au minimalisme dans l'action. Pour ne prendre qu'un seul exemple, vos critiques du régime cubain relevées à plusieurs reprises dans votre presse, si justifiées soient-elles, laissent intact l'impérialisme américain. De même, l'analyse que vous faites dans votre brochure des luttes de décembre 95 est juste mais s'est traduite dans les faits par une abstention qui a laissé le champ libre aux menées réactionnaires du gouvernement Juppé.

- Je me demande jusqu'à quel point les divergences entre votre organisation et les mouvements trotskistes, que vous présentez comme des différences de nature de classe, ne sont pas réductibles à des divergences tactiques (sur le plan, notamment, des alliances de classe). (...)

- Faites-vous toujours suffisamment la différence entre les logiques d'appareil et les militants eux-mêmes ? Des militants authentiquement révolutionnaires peuvent se trouver dans les rangs du PC par tradition ou par fidélité pour ce qu'a été le PC dans les années 20. Dans ce cas, sur quelles bases critiquer les "appels du pied" que font les militants trotskistes en direction de ces militants ? (...)

*- Entre les deux [le mouvement ouvrier et le capital], il y a un mur qu'on ne franchit qu'une fois et dans un seul sens" (4e paragraphe de notre article paru dans *RI* n°289, NDLR-) (1). Je pense que cela est entièrement vrai et confirmé par la totalité des faits historiques, mais j'ai du mal à voir pourquoi. Pouvez-vous être plus explicite sur ce point ?"*

L'impasse illusoire et réactionnaire du "front unique"

Le rejet par le CCI de toute tactique dite de "front unique" ne se fonde nullement sur la revendication d'un "purisme" abstrait ni d'un quelconque "maximalisme". De ce point de vue-là notre démarche n'est pas différente de celle de Marx et des marxistes au siècle dernier. A l'époque, s'il est exact que Marx ait envisagé certaines alliances

avec certains secteurs de la bourgeoisie, c'était justement, comme le dit notre lecteur, dans la mesure où "celles-ci pouvaient servir le camp prolétarien". Et, notamment à l'époque, dans la mesure où la bourgeoisie constituait encore une classe progressiste de l'histoire et que les succès de certains de ses objectifs contribuaient à favoriser le développement du prolétariat industriel. Ainsi, les marxistes ont soutenu, lors de la guerre de sécession aux Etats-Unis, la fédération du Nord, dans la mesure où son combat contre le Sud esclavagiste favorisait le développement d'un capitalisme moderne aux Etats-Unis, et son corollaire, un prolétariat industriel développé. De même à cette époque, les marxistes ont pu appuyer, dans certaines circonstances, les secteurs démocrates de la bourgeoisie qui luttaient contre les vestiges des structures héritées de la féodalité. Il ne pouvait en effet s'agir que d'alliances par définition provisoires, puisque leur but était justement d'accélérer la mise en lumière de l'affrontement essentiel de la société : celui entre le capital et le travail.

La question est donc de savoir si, aujourd'hui encore, de telles alliances provisoires "pourraient servir le camp prolétarien". Autrement dit, est-ce que la bourgeoisie, ou certains secteurs de celle-ci, représentent encore un facteur progressiste de l'histoire, dont le combat particulier peut, d'une manière ou d'une autre, favoriser celui de la classe ouvrière. La réponse à cette question est non. L'entrée en décadence du système capitaliste, au début de ce siècle, signifie que ce système a désormais achevé de jouer tout rôle progressiste pour devenir au contraire une entrave totalement réactionnaire au développement des forces productives et de tout progrès humain réel. Avec la décadence capitaliste, quand seule la révolution prolétarienne constitue un pas en avant de l'histoire, il ne peut exister aucune tâche commune, même momentanée, entre la classe révolutionnaire et une quelconque fraction de la classe dominante, aussi "progressiste", "démocratique" ou "populaire" qu'elle puisse se prétendre. (voir notre brochure *La Décadence du Capitalisme*).

A ce niveau, contrairement à ce qu'avance notre lecteur, c'est l'intransigeance de Lénine et des bolcheviks sur cette question, le rejet de toute alliance au nom d'un "combat commun contre le tsarisme" avec la bourgeoisie et le gouvernement de Kerenski, qui rendit possible l'insurrection victorieuse d'Octobre 1917. Et, lorsque notre lecteur prend les "avancées sociales de 1936" en exemple, il ne voit tout simplement pas que les prétendus "acquis sociaux" de 36, loin de favoriser le combat du prolétariat, ont été au contraire le moyen d'enchaîner les prolétaires derrière les mots d'ordre nationalistes hurlés par le PCF et de les mobiliser par millions dans la boucherie mondiale, sans qu'ils puissent répondre à cette barbarie sur leur terrain de classe, comme ils l'avaient fait face à la Première Guerre mondiale. Loin de représenter la manifestation d'un progrès social permis par le capitalisme au XXe siècle, les "fronts populaires" des années 30 ont été au contraire le moyen pour le capital de préparer le déchaînement de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire l'expression la plus barbare du caractère décadent et réactionnaire de ce système.

La tactique du "front unique", chère aux trotskistes, repose sur une ambiguïté qu'on retrouve dans les propos de notre lecteur : celui de la nature des partis de gauche, staliens ou sociaux-démocrates. S'agit-il de "partis ouvriers" comme ils prétendent l'être, qui seraient gangrenés par le "réformisme" ou "l'opportunisme", et alors s'agirait-il, en leur proposant des alliances, de les "mettre au pied du mur" ? Ou bien s'agit-il de fractions bourgeoises "progressistes" (par opposition aux partis de droite) ? Auquel cas les alliances avec eux seraient justifiées par les "avancées sociales" avantageuses pour le prolétariat, dont ils seraient porteurs, au sens où Marx a pu défendre des alliances avec certains partis bourgeois au siècle dernier. Bref, ces partis représentent-ils un secteur réactionnaire du mouvement ouvrier ou bien un secteur progressiste de la bourgeoisie ? Selon l'interlocuteur du moment, les trotskistes optent pour l'une ou l'autre thèse, ou en tout cas maintiennent une ambiguïté qui les arrange. La vérité c'est que les PC et PS ne sont ni l'un ni l'autre. Ils ne sont certes pas la droite du mouvement ouvrier, car ils ont trahi celui-ci il y a bien longtemps et ont été happés dans l'appareil politique bourgeois pour devenir d'authentiques défenseurs du capital national. Et s'ils sont en effet la "gauche" de la bourgeoisie, ce n'est nullement dans le sens que leur politique serait "plus progressiste" que celle des autres partis bourgeois, mais uniquement dans le sens bien précis suivant : ils ont, dans le partage des tâches au sein de l'appareil bourgeois, le rôle particulier de mystifier le prolétariat, de le contrôler avec le maximum d'efficacité en s'infiltrant dans ses rangs, tels des loups vêtus de peaux de moutons, et de le détourner de son terrain et de ses objectifs de classe.

Voilà pourquoi, toutes les tactiques de "front unique" préconisées par les trotskistes ne reviennent en fin de compte qu'à maintenir des illusions sur la véritable nature bourgeoise de ces partis et à retarder la rupture des ouvriers avec eux.

Serions-nous "maximalistes ... en théorie" ?

Une chose est sûre : l'histoire du mouvement ouvrier montre que c'est bien souvent au nom d'un "maximalisme" dans l'action et pour gagner une plus grande influence immédiate sur le cours des événements qu'ont eu lieu la plupart des politiques opportunistes d'abandon des principes de la classe ouvrière qui ont abouti, au bout du compte, à la trahison pure et simple.

Pour les révolutionnaires, aucune recherche de résultats immédiats ne peut jamais justifier un renoncement aux principes de classe, même et surtout pas sous prétexte de coller au plus près de "l'état d'esprit des ouvriers". C'est pourquoi, ils sont bien souvent amenés à agir et à intervenir à contre-courant de la tendance dominante de la situation.

Concernant l'idée que cela nous ferait "refuser de participer à certaines luttes", il faut tout d'abord dire que c'est bien volontiers que nous "laissons à la bourgeoisie" l'occupation du terrain électoral pour la bonne raison que ce terrain est totalement étranger à la classe ouvrière et qu'il n'a justement rien à voir avec ses luttes en tant que classe. Au contraire, le piège électoral et "démocratique" bourgeois n'existe aujourd'hui que comme paravent à la

dictature du capital et comme un des principaux moyens pour la classe dominante de détourner le prolétariat de son terrain de classe, c'est-à-dire du seul terrain où il puisse développer son unité et sa conscience de classe, celui de ses luttes pour la défense de ses conditions d'existence. Quant au cas particulier du référendum sur Maastricht (et de toutes les campagnes qui invitent les prolétaires à choisir entre plus ou moins d'Europe), là encore il s'agit d'un faux choix qui vise essentiellement à entraîner les prolétaires sur le terrain du pire chauvinisme au nom de la défense de la "souveraineté nationale".

Quant à l'exemple de décembre 95 où notre lecteur voit la preuve que nous abandonnerions le terrain des luttes lui-même à la bourgeoisie, nous n'avons nullement le sentiment d'avoir été "inactifs" dans ces événements. Tout d'abord, ce n'est pas nous, mais bel et bien la grande manœuvre syndicale de décembre 95, qui a non seulement laissé le champ libre mais ouvert une autoroute aux menées du gouvernement Juppé (2), en entraînant les prolétaires dans une parade de lutte dont ils sont sortis désarmés. En identifiant cette grande mise en scène syndicale comme une manœuvre montée de toutes pièces par les centrales syndicales et le gouvernement, dans le seul but de renforcer l'emprise des syndicats et redorer leur blason, nous avons pour notre part mené une propagande dont le but était justement de lutter contre l'occupation du terrain des luttes par la bourgeoisie.

Que cette intervention ne pouvait pas, dans le contexte immédiat, influencer directement les événements, nous le savions. Par contre, elle a contribué, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la réflexion à plus long terme au sein de la classe ouvrière sur les leçons de ces événements, sur ce que valait la prétendue "victoire" contre le plan Juppé et plus généralement sur le rôle des syndicats. C'est ce que s'est bien gardé de faire un groupe comme LO, qui alors qu'il savait parfaitement que la mobilisation de décembre 95 était un coup monté des syndicats (3), s'est empressé d'apporter sa pierre à la manœuvre sur le terrain, à l'aide de ses militants dans les syndicats, en poussant les travailleurs à foncer dans le piège qui leur était tendu.

Voilà pourquoi ce qui nous distingue du trotskisme n'a rien de simples "divergences tactiques". Le terme de "tactique" sert d'ailleurs bien souvent de paravent aux trotskistes pour justifier leur politique anti-ouvrière. C'est en son nom, par exemple, qu'ils se justifient aujourd'hui d'avoir servi de rabatteurs électoraux à Mitterrand et à la gauche en 1981, sous le prétexte qu'à l'époque "les ouvriers avaient des illusions sur la gauche". LO s'est bien gardée alors de leur ouvrir les yeux ! Au contraire, elle clamait que "pas une voix ne doit manquer à Mitterrand" et s'est même vantée de ce que "la candidature d'Arlette Laguiller au premier tour a permis de réconcilier les ouvriers avec la gauche" (sic !). On voit au service de qui était une telle "tactique" ! Et si depuis 1988, LO a renoncé à appeler à voter pour le PS aux seconds tours des élections, c'est que "tactiquement", cela se retournerait contre ce groupe, à l'heure où les prolétaires ont perdu beaucoup de leurs illusions à ce sujet. Ce n'est pas là la

(SUITE PAGE 4)

LES AMIS DE DURRUTI

(SUITE DE LA PAGE 8)

révolutionnaire. Cependant, ils furent en définitive incapables de rompre réellement avec l'anarchisme.

Le test de l'Espagne

Comme notre brochure sur la Gauche italienne le démontre, il y eut nombre de groupes politiques à la gauche de Trotsky qui se trouvèrent confrontés aux événements en Espagne. Ils avaient des positions radicales mais, lorsqu'il fallut s'en prendre au Front Populaire, ils attaquèrent les fascistes en premier. Les Amis de Durruti n'échappèrent pas à cette logique mais, alors que d'autres, tels les trotskystes, étaient à la dernière étape de leur dégénérescence, Les Amis de Durruti allaient dans la direction opposée, s'éloignant de la CNT. Les milices et les collectivités anarchistes ont fonctionné comme des armes de l'Etat républicain, et Les Amis de Durruti ont essayé d'une certaine façon de le remettre en question.

L'auteur du livre fait un certain nombre de points valables sur la nécessité de détruire l'Etat, sur la guerre militaire qui n'est pas une guerre révolutionnaire, sur le fait qu'il n'y a pas à choisir entre le fascisme et l'antifascisme. Cependant, il n'y fait pas connaître l'origine de ces positions essentielles. Elles ne font pas partie de l'héritage anarchiste, mais de celui de la Gauche communiste. Il est nécessaire de revenir aux contributions des révolutionnaires du moment pour voir où une analyse cohérente a été défendue, et où on se battait pour des positions de classe. C'est à partir du mouvement ouvrier du passé que nous pouvons analyser la guerre impérialiste qui a eu lieu en Espagne, voir que les ouvriers se sont battus contre elle et que la CNT anarchiste a joué un rôle central dans la défaite de la classe ouvrière.

Traduit de World Revolution n°229, organe du CCI en Grande-Bretagne.

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 165
1960 AD Heemskerk - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capitalisme
(30 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**Dix ans après l'effondrement du bloc de l'Est
L'avenir de l'humanité
est entre les mains du prolétariat**

LYON : le samedi 15 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt
Antonins).

MARSEILLE : le samedi 8 janvier de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la
sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 12 février à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 8 janvier à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 7 janvier à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 15 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).
- *Revue internationale* : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damrémont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI I

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^{te}-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD :
Le Papyvire - 3, rue
de l'Ente. Maison de la
Presse - place de
Jaude.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre

sympathique - 6, rue Saint-
Laurent. Tabac-Journaux,
passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse
Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvverte - 19, rue du Gst-de-

Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du
Bon-Pasteur.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

PARIS : L'Herbe
Rouge - 1 bis, rue
d'Alésia (14^e). La
Brèche - 8, rue de
Romainville (19^e,
MstTelegraphe). Le
Point du jour - 58, rue
Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du Poids-
de-l'huile. FNAC - 81, bd
Carnot. Les Arcades - pl.
du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 22 janvier à 14 h 30 à la MNE,
23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 9 janvier de 11h à 12h
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la
rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 15 janvier de 18h à 21h au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37,
38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 8 janvier de 18h30 à 21h (à la
suite de la réunion publique ou RV à partir de 18h15 à
la sortie du métro Chartreux) et le samedi 29 janvier de
18h30 à 21h, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.

Vente de la presse le samedi 8 janvier de 11h30 à 12h30
, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey
et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 29 janvier à 17 h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier
Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 22 janvier de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, Mst Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse 9 janvier de 11 h à 12 h, au marché
le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 28 janvier à partir de 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 9 et 30 janvier de
10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Serain) et le
dimanche 16 janvier, de 11h à 12h30 au marché aux
légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 15 janvier à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30
à 11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la
Mairie.

Souscriptions du mois

D.(Rouen) : 300.

Lille : permanence du 20 novembre : Ke:30, M.: 25 ; S.:
50.

Paris : Permanence du 11 décembre: N: 99. Réunion
publique du 27 novembre : CI : 200 ; AI : 300 ; JPC:
100 ; Ke :50 ; Pr : 50.

Tours : Permanence du 16 octobre: Aboulafia : 400 ;
BC : 50 ; G.: 200.

Total : 1854 F

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

4ème trimestre 1999

TIMOR, TCHETCHENIE
**Le capitalisme, synonyme de chaos
et de barbarie**

1989-1999

**Le prolétariat mondial
face à l'effondrement du bloc de l'Est
et à la faillite du stalinisme**

13^e CONGRES DU CCI

Rapport sur la lutte de classe

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII
**Comprendre la défaite de la révolution russe - 1.
1918 : la révolution critique ses erreurs**

REVOLUTION ALLEMANDE, XIII
**1923 (II). Une défaite qui signe la fin
de la vague révolutionnaire mondiale**

POLÉMIQUE AVEC LE BIPR
**La méthode marxiste et l'appel du CCI
sur la guerre en ex-Yougoslavie**

99

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

Les Amis de Durruti : Leçons d'une rupture incomplète avec l'anarchisme

La réunion publique du CCI tenue en octobre à Londres a eu pour sujet les événements d'Espagne de 1936-37. Ceci était en partie justifié par la proche tenue de la foire annuelle du livre anarchiste et par la publication en anglais en 1996 du livre d'Agustin Guillamon, *Les Amis de Durruti : 1937-39*. Nous voulons ici nous centrer sur les implications de la formation des *Amis de Durruti*, réaction anarchiste contre la participation de la CNT (Confederación Nacional del Trabajo), syndicat anarchiste, au gouvernement de l'Etat républicain espagnol.

La contre-révolution en Espagne

Dans les livres d'histoire, les événements d'Espagne de la fin des années 30 sont désignés sous le terme de "guerre civile espagnole". Les trotskistes et les anarchistes les présentent comme la "Révolution espagnole". Pour le CCI, à partir de l'analyse faite par les révolutionnaires de cette époque, ce n'est ni une "guerre civile" ni une "révolution", mais une guerre impérialiste. Il s'est en effet agi d'une guerre entre deux fractions de la bourgeoisie espagnole, avec d'un côté Franco soutenu par les impérialismes allemand et italien, et de l'autre un gouvernement de Front Populaire qui comptait, surtout en Catalogne, des staliniens, des trotskistes et la CNT (Confédération nationale du travail, syndicat anarchiste), soutenus par l'URSS et les impérialismes démocratiques.

La classe ouvrière ne resta pas passive face à cette guerre et se mobilisa en défense de ses intérêts de classe, avec le plus d'évidence en juillet 1936 (contre les premières attaques de Franco) et en mai 1937 à Barcelone. A chaque fois, le Front populaire (y compris les anarchistes) fit retourner les ouvriers au travail, pour soutenir l'effort de guerre capitaliste.

C'est l'analyse qu'en fit *Bilan*, organe de la Gauche italienne en exil dans les années 30. Le GIK, la plus claire expression de la Gauche hollandaise, défendait également, quoiqu'avec une moindre clarté, cette position. Pour *Bilan*, il était essentiel de prendre en compte le contexte international dans lequel les événements en Espagne se déroulaient. La vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale avait été défaits, bien qu'il restât

des échos de la lutte de classe comme en Chine en 1927 et à travers la grève générale en Grande-Bretagne et en Espagne même. Mais la tendance dominante des années 30 se trouvait dans la préparation de toutes les puissances impérialistes en vue d'un nouveau conflit généralisé. Voilà quel était le contexte international des événements d'Espagne : une classe ouvrière défaite et la préparation de la Seconde Guerre mondiale.

Les mensonges anarchistes sur la CNT

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé en Espagne, il est nécessaire de clarifier une chose dès le début. Beaucoup d'anarchistes essaient en effet de minimiser la responsabilité de la CNT en mettant en avant qu'il n'y avait "que quatre ministres anarchistes", et que le reste de la CNT a servi les intérêts de la classe ouvrière. Ceci est totalement faux. A tous les niveaux, la CNT a agi comme une fédération syndicale en accord avec les exigences du gouvernement républicain. Les anarchistes firent par exemple peu de cas de leur "principe" du boycott des élections capitalistes. Pourtant, les changements dans le gouvernement dépendaient bien du rôle joué par la CNT. En février 1936, la CNT appela à voter pour la gauche, contre le fascisme. Ce qui se passa par la suite ne fut guère surprenant car la CNT avait déjà donné son soutien électoral au gouvernement.

Quant à l'opposition de "principe" des anarchistes à l'égard des staliniens, les fédérations CNT anarchiste et UGT stalinienne firent dans la pratique campagne ensemble pour l'effort de guerre mené par l'Etat capitaliste républicain. Dans le numéro 20 de sa publication, *Revolutionary Perspectives*, la Communist Workers Organisation a ainsi reproduit une affiche commune CNT/UGT proclamant que "la priorité est de gagner la guerre". Les anarchistes et les staliniens étaient autant impliqués dans l'effort de guerre, dans l'exploitation de la classe ouvrière, et s'opposaient à sa lutte lorsqu'elle combattait la répression et la militarisation. Encore un exemple de l'hypocrisie de la CNT : les anarchistes déclarent aujourd'hui leur opposition au trotskisme. Or, en Espagne, les trotskistes "non officiels" du POUM (qui ont été à l'honneur dans le film "Land and

Freedom") ont continuellement agi comme rabatteurs de la CNT, par un soutien pas très "critique", qui n'était pas vraiment très surprenant puisqu'ils ont rejoint le gouvernement catalan, côte à côte avec la CNT.

Aussi, ce ne fut pas seulement une poignée de ministres anarchistes. La CNT était partie intégrante de l'embarquement des prolétaires pour le Front Populaire républicain, utilisant l'antifascisme et la démocratie en défense de l'Etat capitaliste. Alors que les anarchistes parlaient de "révolution", *Bilan* a démontré que, tant que l'Etat bourgeois demeurait intact, il fonctionnait contre la classe ouvrière. Dans le livre de Guillamon apparaissent des références à la façon dont le président Companys a offert le pouvoir à la CNT, montrant tout à fait clairement qu'un gouvernement anarchiste n'était pas un problème pour la classe dominante. Comme une discussion avec Companys le révèle (p. 12), "Pour le moment, nous avançons tous ensemble, y compris les dirigeants de la CNT eux-mêmes. La seule solution, monsieur le Président, est de contenir la situation politiquement, sans qu'aucune de nos autorités ne passe par-dessus bord". L'utilisation des collectivités anarchistes et des milices fut un élément déterminant du carcan politique imposé au prolétariat puis de sa mobilisation par la bourgeoisie espagnole.

La lutte de la classe ouvrière

Il est essentiel de voir qu'il y avait une véritable lutte à laquelle répondait la bourgeoisie. En juillet 1936, lorsque Franco et ses alliés firent leur première tentative de coup d'Etat, les ouvriers répondirent spontanément avec l'arme de la grève et d'autres actions. Non seulement ils défèrent les franquistes dans certains endroits, mais se posèrent en véritable menace pour le gouvernement républicain. La CNT y a joué un rôle central en mettant un arrêt aux actions ouvrières par des appels à retourner au travail et à cesser les grèves.

A Barcelone en 1937, la gauche montra dans quel camp elle était. Tout d'abord, aucune manifestation du premier mai ne fut tenue, tandis qu'un jour de "travail et de guerre" était institué pour continuer la production de guerre et éviter toute action ouvrière. Cependant, lorsque les staliniens attaquèrent le standard téléphonique de Barcelone,

des barricades s'élevèrent dans toute la ville tandis que les ouvriers cherchaient à se défendre. La CNT montra à nouveau dans quel camp elle était. Le secrétaire du comité national de la CNT se vantait des "grands efforts (que faisait) l'organisation pour empêcher l'extension du conflit". Tandis que les staliniens se chargeaient de la répression, la CNT appelait au calme, puis le 6 mai, de concert avec l'UGT, exigeait le retour au travail. Tout cela en accord avec le POUM.

A Barcelone, les *Amis de Durruti* n'étaient pas le seul groupe à soutenir et participer aux combats de rue. Les bolchéviks-léninistes, les trotskistes officiels (comprenant Munis qui rompit avec le trotskisme officiel en défendant l'internationalisme au moment de la Seconde Guerre mondiale) appelaient à "l'offensive révolutionnaire" et à ne faire "aucun compromis". Mais ils appelaient aussi à une "grève générale dans toutes les industries ne travaillant pas pour la guerre". En fin de compte, en dépit de leurs critiques à l'égard de la CNT et du POUM, ils soutenaient encore l'effort de guerre et l'Etat républicain.

A Barcelone se trouvait aussi Hugo Hoeler de la *Revolutionary Workers League* (des Etats-Unis). Il donna de nombreux témoignages vivants des combats, qui montraient l'inadéquation du trotskisme. Hoeler reconnut aussi la supériorité des positions des *Amis de Durruti* sur celles des trotskistes. Mais la position de la RWL était contradictoire. Elle appelait au renversement du gouvernement de Front populaire et cela "avant que les luttes décisives contre le fascisme aient été gagnées". Malgré cela, elle était explicitement contre le slogan de défaitisme révolutionnaire et soutenait la participation au front militaire.

Les Amis de Durruti forcés de remettre en question l'anarchisme

Le groupe des *Amis de Durruti* était une réponse militante à la militarisation de la classe ouvrière opérée par la CNT. Il dénonçait les négociations de la CNT avec le gouvernement, sa collaboration puis sa participation à l'appareil d'Etat. Le groupe fut formellement mis sur pied le 17 mars 1937. Dans la période qui suivit jusqu'aux journées de mai, ils organisèrent un certain nombre

de meetings, sortirent plusieurs manifestes et tracts et couvrirent les murs de Barcelone d'affiches avec leur programme. Parmi ses principaux points, on trouve : "Etablissement immédiat d'une junte révolutionnaire composée d'ouvriers de la ville et de la campagne et de combattants... Liquidation de la contre-révolution... Création d'une armée révolutionnaire... Contrôle absolu par la classe ouvrière de l'ordre public... Justice prolétarienne." A cause de leur méfiance à l'égard du marxisme, ils répugnaient à parler explicitement de dictature du prolétariat mais revendiquaient "tout le pouvoir à la classe ouvrière... Plutôt que la Generalidad, une junte révolutionnaire".

A côté de cela, ils réclamaient cependant "tout le pouvoir économique aux syndicats". Il finit par être évident que toute référence aux syndicats conduisait à un soutien implicite à la CNT. C'était au moment même où celle-ci jouait déjà un rôle vital dans le gouvernement capitaliste. Les Amis de Durruti critiquaient les dirigeants de la CNT, mais en tant qu'individus. Ils critiquaient la politique du POUM mais le rencontraient pour discuter. Ils critiquaient la militarisation de la classe ouvrière, mais individuellement certains d'entre eux étaient persuadés d'avoir à retourner au front. Guillamon les décrit de façon juste comme "des combattants, pas des organisateurs".

Jusqu'au bout ils restèrent loyaux envers la CNT, et lorsqu'il y eut des mouvements pour les traiter de "marxistes" et de "gens incontrôlables, de provocateurs, de contre-révolutionnaires", ils furent bien contents de pouvoir rester en place. Car, malgré leur opposition à la collaboration gouvernementale, ils soutenaient la CNT comme le "pouvoir économique" de la classe ouvrière.

A un certain niveau, Les Amis de Durruti étaient conscients de leurs faiblesses. Ils voyaient la nécessité d'un programme politique parce que "sans un programme propre, nous risquons de rester un appendice de la démocratie bourgeoise". Finalement, ils furent contraints de critiquer les fondements de l'anarchisme. En exigeant tout le pouvoir à la classe ouvrière et en voyant la nécessité d'un programme politique, ils allaient contre l'anarchisme antipolitique. En pratique, ils ont été amenés à agir comme une avant-garde

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.